

## TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS.....	V
ABREVIATIONS .....	XXIII
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE 1 LA PERSONNE.....	3
CHAPITRE 2 LE DROIT DES PERSONNES .....	7
PREMIERE PARTIE : PERSONNES PHYSIQUES.....	15
CHAPITRE 1 DEBUT ET FIN DE LA PERSONNALITE PHYSIQUE .....	17
I. <i>Le début de la personnalité physique</i> .....	18
a) Les conditions de l'acquisition de la personnalité physique .....	20
(1) La naissance accomplie .....	20
(2) ...d'un enfant .....	20
(3) ...né vivant .....	21
b) Le statut de l'enfant conçu ( <i>nasciturus</i> ) .....	22
c) Le statut de l'enfant mort-né et le statut de l'enfant né sans vie .....	27
d) Le statut de l'enfant non encore conçu ( <i>nondum conceptus</i> ) .....	28
II. <i>La fin de la personnalité physique</i> .....	30
a) La fin normale : la mort .....	30
(1) La mort constatée .....	31
(2) La mort tenue pour certaine .....	34
(3) Effets de la mort .....	35
(4) Le cas particulier des comourants .....	38
b) La fin exceptionnelle : la déclaration d'absence .....	39
(1) Les conditions matérielles et formelles .....	39
(2) Les effets du prononcé de l'absence .....	43

## CHAPITRE 2 LA CAPACITE CIVILE ..... 47

I. <i>La jouissance des droits civils</i> .....	47
a) Notion .....	47
b) Les titulaires de la jouissance des droits civils.....	48
c) Etendue temporelle de la jouissance des droits civils .....	51
d) Etendue matérielle de la jouissance des droits civils .....	52
e) Jouissance des droits civils et procédure .....	58
II. <i>L'exercice des droits civils</i> .....	58
a) Notion .....	58
b) Les conditions du plein exercice de la capacité civile active.....	59
(1) Introduction .....	59
(2) La majorité .....	61
(3) La capacité de discernement .....	62
c) Les effets du plein exercice de la capacité civile active.....	77
d) Les restrictions à la capacité civile active .....	79
(1) Introduction .....	79
(2) Les personnes mariées et les partenaires enregistrés .....	80
(3) Les personnes sous le coup d'une mesure de protection de l'adulte.....	84
(i) La curatelle d'accompagnement (art. 393 CC) .....	84
(ii) La curatelle de représentation (art. 394 CC) .....	85
(iii) La curatelle de représentation avec gestion du patrimoine (art. 394/395 CC) .....	86
(iv) La curatelle de coopération (art. 396 CC).....	87
(4) L'exclusion du pouvoir de représentation.....	88
III. <i>L'incapacité d'exercer les droits civils</i> .....	88
a) Notion .....	88
b) Le cercle des personnes concernées .....	89
c) L'incapacité civile totale de l'incapable de discernement .....	90
(1) La notion .....	90
(2) Les effets .....	92
(3) Les exceptions : les actes de l'incapable de discernement qui ont un effet juridique.....	93
(4) Les droits strictement personnels .....	100
(i) Les droits strictement personnels absolus.....	101
(ii) Les droits strictement personnels relatifs.....	104
(5) Le mécanisme de substitution : la représentation légale .....	106
d) L'incapacité civile restreinte du capable de discernement.....	110
(1) La notion .....	110
(2) La capacité inconditionnelle.....	111
(i) Acquérir à titre purement gratuit et régler les affaires mineures se rapportant à la vie quotidienne.....	111
α) Acquérir à titre purement gratuit .....	111
β) Affaires mineures se rapportant à la vie quotidienne .....	114

(ii)	Les droits strictement personnels .....	115
α)	Les droits strictement personnels proprement dits .....	117
β)	Les droits strictement personnels improprement dits .....	122
(iii)	La capacité délictuelle .....	124
(3)	La capacité conditionnelle .....	125
(i)	Le consentement du représentant légal .....	125
(ii)	Les actes prohibés .....	133
(4)	Les capacités spéciales, les « droits de gestion » et les actions de fait .....	134

#### *IV. L'ancien droit de la tutelle et la capacité civile..... 136*

### **CHAPITRE 3 LE STATUT DE LA PERSONNE ..... 139**

#### *I. Le nom, le prénom et les changements de nom et prénom ..... 140*

a)	Le nom .....	140
(1)	Notions .....	140
(2)	Le nom de célibataire .....	141
(3)	Le nom de l'enfant .....	143
(i)	Enfant né de parents mariés .....	143
α)	Les parents ne portent pas de nom de famille commun .....	144
β)	Les parents portent un nom commun .....	146
γ)	Droit transitoire .....	146
(ii)	Enfant né de parents non mariés .....	147
α)	Autorité parentale exercée exclusivement par un parent .....	147
β)	Autorité parentale exercée conjointement par les deux parents ..	147
γ)	Les parents ne détiennent pas l'autorité parentale .....	148
δ)	Mariage des parents subséquent à la naissance de l'enfant .....	148
(iii)	Enfant adopté .....	149
(iv)	Enfant trouvé .....	152
(v)	Consentement de l'enfant au changement de son nom .....	153
(4)	Le nom des époux .....	154
(i)	La conclusion du mariage .....	154
α)	Chaque époux conserve son nom .....	154
β)	Nom de famille commun .....	155
γ)	Changement de nom après la célébration du mariage .....	156
δ)	Double nom officiel et nom d'alliance (nom coutumier) .....	156
(ii)	La fin du mariage .....	158
α)	Le divorce .....	158
β)	L'annulation .....	158
γ)	Le décès (ou la déclaration d'absence) de l'un des époux .....	159
(5)	Le nom des partenaires enregistrés .....	160
(i)	La conclusion du partenariat .....	160
(ii)	La fin du partenariat .....	160
α)	La dissolution .....	160
β)	L'annulation .....	161
γ)	Le décès (ou la déclaration d'absence) de l'un des partenaires ...	161

(6) Droit international privé .....	161
b) Le prénom .....	162
(1) Les titulaires du droit d'attribution du prénom .....	162
(i) Notion.....	162
(ii) Enfant de parents mariés ensemble ou non mariés mais titulaires de l'autorité parentale conjointe .....	164
(iii) Enfant dont les parents ne sont pas mariés et ne détiennent pas l'autorité parentale conjointe ou n'ont pas d'autorité parentale du tout.....	164
(iv) Enfant trouvé.....	166
(2) Le choix des prénoms.....	166
c) Le changement de nom et de prénom.....	169
(1) Le changement de nom ou de prénom à la suite d'un changement de l'état civil .....	169
(2) Le changement de nom ou de prénom par décision de l'autorité.....	171
(i) Les motifs légitimes .....	171
(ii) La procédure en changement de nom.....	179
(iii) Droit strictement personnel relatif et proprement dit.....	182
(iv) L'action de l'art. 30 al. 3 CC.....	183
<i>II. La parenté et l'alliance .....</i>	<i>184</i>
a) La parenté .....	184
(1) Notion.....	184
(2) Types de parenté.....	185
(3) Proximité des liens .....	185
b) L'alliance.....	186
(1) Notion.....	186
(2) Lignes et proximité.....	187
(3) Fin.....	187
c) Effets de la parenté et de l'alliance .....	187
d) Autres notions .....	189
<i>III. L'origine et le droit de cité .....</i>	<i>193</i>
a) Notions .....	193
b) Fonction de l'origine en droit privé.....	194
c) L'acquisition et la modification du droit de cité de par la loi .....	195
(1) L'acquisition du droit de cité de par la loi à la conclusion du mariage ? .....	196
(2) L'acquisition du droit de cité de par la loi à la naissance .....	196
(i) Les parents sont mariés ensemble au jour de la naissance.....	196
(ii) L'enfant naît dans les 300 jours qui suivent le décès du mari, le danger de mort ou les dernières nouvelles .....	197
(iii) Les parents, tous deux suisses, ne sont pas mariés ensemble à la naissance de l'enfant.....	197
(iv) Les parents ne sont pas mariés ensemble à la naissance de l'enfant, seule la mère a la nationalité suisse.....	197
(v) Les parents ne sont pas mariés ensemble à la naissance de l'enfant, seul le père a la nationalité suisse .....	198

(vi) Enfant trouvé.....	198
(3) Modification d'un droit de cité de plein droit postérieurement à la naissance.....	199
(i) Mariage des père et mère postérieur à la naissance / reconnaissance ou jugement de paternité.....	199
(ii) Modification du nom de l'enfant de père et mère suisses entraînant un changement de droit de cité.....	200
(iii) Modification du nom de l'enfant lorsque les père et mère ne sont pas suisses tous les deux et effet sur le droit de cité.....	201
(iv) Adoption.....	201
(v) Etablissement de la filiation d'un enfant trouvé.....	202
(4) Perte d'un droit de cité de par la loi.....	203
(i) Annulation du lien de filiation.....	203
(ii) Perte ensuite de la naissance à l'étranger.....	204
(5) Acquisition ou perte d'un droit de cité par décision de l'autorité compétente (naturalisation ou libération du droit de cité).....	204
(i) L'acquisition du droit de cité par décision de l'autorité.....	204
(ii) La perte du droit de cité par décision de l'autorité.....	210
IV. <i>Le domicile</i> .....	212
a) Notion, principes et fonctions.....	212
(1) Notion.....	212
(2) Le domicile dans les autres domaines du droit.....	215
(3) Domicile et droit international privé.....	219
b) Le domicile volontaire.....	221
(1) Notion.....	221
(2) La résidence.....	222
(3) L'intention de s'établir durablement.....	223
(4) Les cas particuliers de l'art. 23 al. 1 2 <sup>ème</sup> phr. CC.....	230
(5) Le domicile des ressortissants étrangers.....	232
(6) L'établissement industriel ou commercial.....	234
(7) Le fardeau de la preuve.....	234
c) Les domiciles légaux.....	235
(1) Notion.....	235
(2) Le domicile des enfants.....	235
(3) Le domicile des personnes sous curatelle de portée générale.....	243
d) Le domicile des époux et des partenaires enregistrés.....	244
e) Abandon de domicile et domicile fictif (art. 24 CC).....	245
(1) Notions.....	245
(2) Abandon du domicile sans création d'un nouveau domicile.....	247
(3) Domicile antérieur inconnu.....	248
(4) Abandon du domicile à l'étranger (art. 24 al. 2 CC).....	248
(i) Situation du ressortissant suisse de retour en Suisse.....	249
(ii) Situation du ressortissant étranger en Suisse.....	249

**CHAPITRE 4 L'ENREGISTREMENT DE L'ETAT CIVIL  
DE LA PERSONNE ..... 251**

<i>I. L'organisation de l'état civil</i> .....	251
a) En général.....	251
b) Les offices de l'état civil.....	254
c) Les autorités de surveillance.....	256
(1) Généralités.....	256
(2) L'autorité cantonale de surveillance.....	256
(3) La haute surveillance exercée par la Confédération.....	258
 <i>II. Les inscriptions dans le registre</i> .....	 259
a) Le système Infostar.....	259
b) Les événements et données enregistrés.....	261
(1) Généralités.....	261
(2) Les naissances et les enfants trouvés.....	261
(i) Notions.....	261
(ii) Données enregistrées.....	262
(iii) La compétence.....	263
(iv) L'annonce.....	264
(3) Les décès et les déclarations d'absence.....	265
(i) Données enregistrées.....	265
(ii) La compétence.....	265
(iii) L'annonce.....	266
(4) La préparation, la célébration et la dissolution des mariages et des partenariats enregistrés.....	268
(i) Données enregistrées.....	268
(ii) Compétence pour la célébration du mariage et la conclusion du partenariat enregistré.....	268
(iii) Etat civil au sens étroit.....	270
(iv) Lutte contre les mariages de permis et les mariages forcés.....	271
(5) Les déclarations concernant le nom de famille et le changement de nom, ainsi que le prénom.....	271
(i) Données enregistrées.....	271
(ii) Compétence.....	273
(iii) Changement de nom (art. 30 CC).....	274
(iv) Graphie du nom et ordre.....	275
(6) Les liens de filiation, les reconnaissances et les adoptions.....	275
(i) Notion.....	275
(ii) Données enregistrées.....	276
(iii) Compétence.....	276
(7) L'autorité parentale conjointe ?.....	278
(8) Le droit de cité.....	279
(9) Le changement de sexe.....	280
(10) Le droit de la protection de l'adulte.....	281
c) La procédure d'enregistrement.....	283
(1) L'exactitude et l'intégralité des données.....	283

(2) Le pouvoir d'examen de l'officier de l'état civil .....	285
d) L'accès aux données d'état civil .....	286
e) Les modifications des données enregistrées.....	288
(1) La mise à jour .....	288
(2) La rectification .....	289
(i) La rectification administrative .....	289
(ii) La rectification judiciaire ou modification.....	291
(3) Modification par suite d'action d'état .....	294
<b>III. La responsabilité.....</b>	<b>295</b>
a) La responsabilité civile.....	295
b) La responsabilité disciplinaire du fonctionnaire .....	298
c) La responsabilité pénale du fonctionnaire.....	299

## **DEUXIEME PARTIE : PROTECTION DE LA PERSONNALITE ..... 301**

### **CHAPITRE 1 LES ATTEINTES A LA PERSONNALITE ..... 303**

#### *I. La personnalité..... 303*

#### *II. Les caractéristiques des droits de la personnalité..... 308*

a) Introduction .....	308
b) Des droits strictement personnels.....	308
c) Des droits « absolus » .....	309
d) Des droits inaliénables .....	311
(1) L'incessibilité.....	311
(2) L'intransmissibilité.....	312
(3) L'imprescriptibilité.....	314
(4) Le caractère inamissible.....	315
e) Des droits extra-patrimoniaux .....	316

#### *III. Les biens de la personnalité protégés..... 316*

a) Introduction .....	316
b) La personnalité physique.....	318
(1) Notion.....	318
(2) La vie.....	318
(3) L'intégrité corporelle.....	319
(4) La liberté de mouvement.....	320
(5) La liberté sexuelle .....	321
(6) La disposition du sort de son cadavre .....	322
c) La personnalité affective .....	324
(1) Notion.....	324
(2) Les relations avec les proches .....	324
(i) En cas de lésions corporelles ou de décès d'un proche.....	324
(ii) Les relations découlant des liens de filiation .....	325

(3)	La piété familiale ou le respect du souvenir du défunt .....	328
(4)	Le respect de la vie affective .....	328
(i)	La relation conjugale.....	329
(ii)	Le droit de connaître ses origines et sa descendance .....	330
d)	La personnalité sociale.....	330
(1)	Notion.....	330
(2)	Le nom.....	331
(3)	L'honneur .....	332
(i)	Honneur interne et honneur externe.....	333
(ii)	Concrétisation de l'atteinte .....	334
(iii)	La personne visée doit être reconnaissable .....	344
(4)	Le droit à l'image, à la voix et à la parole.....	345
(5)	La protection de la vie privée.....	350
(i)	La théorie des trois sphères.....	351
(ii)	Application de la théorie selon la notoriété de la personne .....	354
(iii)	Critique.....	358
e)	La personnalité économique.....	362
 <i>IV. La protection contre les atteintes des tiers.....</i>		<i>364</i>
a)	La notion d'atteinte.....	364
b)	Distinction entre atteinte et préjudice.....	366
c)	L'illicéité de l'atteinte .....	366
d)	Les motifs justificatifs.....	368
(1)	Introduction .....	368
(2)	Le consentement.....	369
(i)	En général.....	369
(ii)	En matière médicale.....	374
(3)	L'intérêt prépondérant.....	381
(i)	Notion.....	381
(ii)	L'intérêt privé prépondérant .....	382
(iii)	L'intérêt public prépondérant, en particulier la liberté d'informer ...	385
(4)	La loi .....	404
 <i>V. La protection contre les engagements excessifs .....</i>		<i>408</i>
a)	La protection de l'art. 27 CC.....	408
b)	Les bénéficiaires de la protection de l'art. 27 CC .....	410
c)	L'inaliénabilité de la capacité civile (art. 27 al. 1 CC) .....	410
d)	La limitation excessive de la liberté (art. 27 al. 2 CC).....	412
(1)	Notion.....	412
(2)	Les critères du caractère excessif .....	412
(i)	L'intensité de l'engagement.....	413
(ii)	La durée de l'engagement .....	416
(iii)	L'objet de l'engagement .....	419
(iv)	Les autres critères.....	420
(3)	Les conséquences de la limitation excessive de la liberté.....	421



**CHAPITRE 2 LES MOYENS DE DROIT  
SUR LE PLAN CIVIL..... 425**

<i>I. Généralités.....</i>	<i>425</i>
<i>II. Les moyens défensifs .....</i>	<i>428</i>
a) Généralités.....	428
(1) But.....	428
(2) Qualité pour agir.....	430
(3) Qualité pour défendre.....	432
(4) Conditions matérielles et délai .....	435
(5) Compétence, procédure et recours .....	435
b) L'art. 28a al. 2 CC.....	437
c) L'action en interdiction ou en prévention de l'atteinte .....	440
d) L'action en cessation de l'atteinte.....	443
e) L'action en constatation du caractère illicite de l'atteinte.....	445
<i>III. Les moyens réparateurs .....</i>	<i>449</i>
a) Généralités.....	449
(1) But.....	449
(2) Qualité pour agir.....	450
(3) Qualité pour défendre.....	452
(4) Conditions matérielles et délai .....	452
(5) Compétence, procédure et recours .....	453
b) L'action en dommages-intérêts .....	454
(1) But.....	454
(2) Conditions .....	455
c) L'action en réparation du tort moral .....	458
(1) But.....	458
(2) Conditions .....	459
(3) Questions spéciales .....	463
d) L'action en remise du gain.....	468
(1) But.....	468
(2) Conditions .....	469
<i>IV. Les mesures provisionnelles.....</i>	<i>472</i>
a) Généralités.....	472
b) Conditions matérielles.....	473
(1) En général.....	473
(2) A l'égard des médias à caractère périodique.....	477
c) Questions procédurales .....	480
(1) For et procédure .....	480
(2) Mesures superprovisionnelles et mémoire préventif.....	480
(3) Exécution, validation et modification .....	482
(4) Recours.....	484
(5) Réparation du dommage.....	485

**CHAPITRE 3 QUESTIONS SPECIALES DE PROTECTION  
DE LA PERSONNALITE..... 487**

<i>I. Le droit de réponse</i> .....	487
a) Notion et origine.....	487
b) Conditions .....	490
(1) Généralités.....	490
(2) Personne directement touchée dans sa personnalité.....	490
(3) Personne touchée par la présentation de faits la concernant .....	496
(4) Présentation effectuée par un média à caractère périodique .....	499
(5) Situations excluant l'exercice du droit de réponse.....	504
c) Contenu et modalités de la réponse.....	505
(1) Forme et contenu.....	505
(2) Modalités de diffusion.....	510
d) Procédure.....	515
(1) Auprès de l'entreprise de médias .....	515
(2) Auprès du juge .....	519
 <i>II. La protection du nom</i> .....	 525
a) La nature du droit au nom .....	525
b) L'atteinte illicite au droit du nom.....	526
(1) Les noms protégés.....	526
(2) L'atteinte au droit au nom .....	530
(i) La contestation du droit au nom (art. 29 al. 1 CC).....	530
(ii) L'usurpation du nom (art. 29 al. 2 CC).....	530
(iii) Les autres atteintes .....	532
(3) Les motifs justificatifs.....	533
c) Les actions en protection du nom.....	535
(1) La procédure en général .....	535
(2) Les actions défensives.....	537
(i) L'action en constatation de droit.....	537
(ii) L'action en interdiction ou en prévention du trouble.....	537
(iii) L'action en cessation du trouble .....	537
(3) Les actions réparatrices .....	538
(4) L'action en contestation du changement de nom (art. 30 al. 3 CC).....	539
 <i>III. La protection des données personnelles</i> .....	 541
a) Introduction .....	541
b) Champ d'application et définitions .....	546
c) Les principes généraux.....	550
d) La communication des données personnelles à l'étranger et le représentant en Suisse.....	552
e) Les obligations du responsable de traitement et du sous-traitant.....	554
f) Les droits de la personne concernée.....	555
g) L'atteinte à la personnalité en matière de protection des données et les moyens de droit (de nature civile).....	557

h) Le rôle du Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT) .....	563
i) Les dispositions pénales .....	564

IV. *La protection contre les violences domestiques et autres* ..... 566

**TROISIEME PARTIE : PERSONNES MORALES** ..... 575

**CHAPITRE 1 DISPOSITIONS GENERALES**..... 577

I. *La personne morale* ..... 577

a) Introduction .....	577
(1) Bref historique.....	577
(2) Notion.....	579
(3) Sources .....	580
(4) Le principe de la transparence – « <i>Durchgriff</i> ».....	581
(5) Numerus clausus des types de personnes morales .....	584
(6) Entités dépourvues de personnalité.....	585
(7) Classification des personnes morales.....	587
(8) L'acquisition de la personnalité .....	589
(i) Le principe : l'inscription au registre du commerce .....	589
(ii) L'exception : la libre formation .....	590
(iii) Le préalable : un but licite et conforme aux bonnes mœurs .....	591
(iv) Situation juridique avant l'acquisition de la personnalité.....	592

II. *La capacité civile des personnes morales* ..... 593

a) La jouissance des droits civils ( <i>Rechtsfähigkeit</i> ).....	593
b) L'exercice des droits civils ( <i>Handlungsfähigkeit</i> ) .....	595
(1) Le principe.....	595
(2) La notion d'organe .....	597
(3) La représentation pour les « actes juridiques » .....	602
(i) Généralités.....	602
(ii) La notion d'« actes juridiques » .....	603
(iii) Les limites du pouvoir de représentation .....	603
(4) Les « autres faits » des organes (art. 55 al. 2 CC).....	607
(5) La responsabilité personnelle de l'organe (art. 55 al. 3 CC).....	609
(6) Prescription.....	611
(7) Responsabilité pénale de la personne morale.....	611

III. *L'individualisation des personnes morales*..... 613

a) Le nom ou raison sociale .....	613
b) Le siège .....	613
(1) Généralités.....	613
(2) Détermination du siège.....	615
(3) Fonction du siège .....	616
(4) Droit international privé.....	616

<i>IV. La fin des personnes morales</i> .....	617
a) Généralités.....	617
b) La dissolution de la personne morale.....	617
(1) Généralités.....	617
(2) La dissolution volontaire.....	618
(3) La dissolution légale.....	618
(4) La dissolution judiciaire ou administrative.....	619
c) La liquidation de la personne morale.....	619

## **CHAPITRE 2 L'ASSOCIATION..... 623**

<i>I. Définition, but et autonomie de l'association</i> .....	623
a) Définition et but de l'association.....	623
b) Autonomie.....	628
<i>II. Constitution de l'association</i> .....	632
a) Généralités.....	632
b) Le nombre de fondateurs.....	632
c) Les statuts.....	633
d) Inscription au registre du commerce ? .....	635
<i>III. Organisation de l'association</i> .....	638
a) Généralités.....	638
b) L'assemblée générale.....	639
(1) L'organe suprême de l'association.....	639
(2) La convocation et l'ordre du jour.....	641
(3) Les attributions.....	644
(4) Les règles de fonctionnement et de décision.....	645
c) La direction .....	649
(1) Généralités.....	649
(2) La composition.....	649
(3) Le fonctionnement.....	652
(4) Les attributions.....	653
(5) La responsabilité externe et les rapports internes.....	655
d) L'organe de révision .....	656
e) Autres organes.....	657
<i>IV. Qualité de membre, droits et obligations des membres</i> .....	658
a) Qualité de membre .....	658
b) L'acquisition de la qualité de membre .....	658
c) Le caractère inaliénable et intransmissible de la qualité de membre .....	661
d) La perte de la qualité de membre .....	661
(1) Généralités.....	661
(2) La démission .....	662
(3) L'exclusion.....	663
(i) Généralités.....	663

(ii)	Les statuts traitent de l'exclusion.....	664
(iii)	Les statuts ne traitent pas de l'exclusion.....	667
(iv)	L'action en nullité.....	668
(v)	La démission consécutive à une procédure d'exclusion.....	668
(4)	Autres cas de perte du sociétariat.....	669
(5)	Effets de la perte.....	670
e)	Droits et obligations.....	671
(1)	Droits.....	671
(i)	Droit de participation.....	671
(ii)	Autres droits.....	672
(2)	Obligations.....	673
(i)	Obligations personnelles.....	674
(ii)	Obligations patrimoniales.....	674
f)	La contestation des décisions (art. 75 CC).....	675

## V. *Fin de l'association*..... 684

a)	Généralités.....	684
b)	La dissolution.....	684
(1)	Dissolution par décision de l'association.....	684
(2)	Dissolution de par la loi.....	685
(3)	Dissolution par jugement.....	687
c)	La liquidation.....	691
d)	La fusion et la transformation.....	692

## CHAPITRE 3 LA FONDATION..... 695

### I. *Définition et sources*..... 695

a)	Définition.....	695
b)	Sources.....	699

### II. *Constitution de la fondation*..... 700

a)	Généralités.....	700
b)	Acte de fondation.....	701
(1)	Nature juridique.....	701
(2)	Forme.....	702
(3)	Contenu.....	703
(i)	Les éléments absolument essentiels.....	703
(ii)	Les clauses relativement essentielles.....	706
(iii)	Les clauses facultatives.....	707
(iv)	Autres clauses.....	707
(v)	Interprétation du contenu de l'acte de fondation.....	708
c)	Inscription au registre du commerce.....	709
d)	Action en « annulation ».....	713
(1)	Généralités.....	713
(2)	Qualité pour agir et pour défendre.....	714

<i>III. Organisation, administration et comptabilité de la fondation</i> .....	716
a) L'organisation et l'administration de la fondation.....	716
(1) Généralités.....	716
(2) La liberté du fondateur.....	716
(3) Le règlement de fondation.....	717
(4) L'organe suprême.....	718
(i) Les attributions du conseil de fondation.....	722
(ii) La responsabilité du conseil de fondation.....	723
(5) L'organe de révision.....	725
(6) Autres organes.....	726
(7) Carences dans l'organisation de la fondation.....	727
b) Comptabilité et révision.....	728
<i>IV. Surveillance de la fondation</i> .....	730
a) La raison d'être de la surveillance.....	730
b) Les compétences de l'autorité de surveillance.....	731
c) L'autorité localement et matériellement compétente.....	735
d) Les mesures de surveillance.....	736
e) Une révision du système de surveillance des fondations ?.....	742
<i>V. Modification de l'organisation et/ou du but de la fondation</i> ...	743
a) Généralités.....	743
b) Modification de l'organisation.....	744
c) Modification du but.....	746
(1) Sur requête de l'autorité de surveillance ou de l'organe suprême.....	746
(2) Sur requête du fondateur.....	747
d) Modification des charges et conditions.....	750
e) Modifications accessoires de l'acte de fondation.....	751
f) Modification du règlement de la fondation.....	752
g) Modification des fondations de famille et des fondations ecclésiastiques..	753
<i>VI. Les fondations à caractère spécial</i> .....	754
a) Les fondations de famille et les fondations ecclésiastiques.....	754
(1) Particularités des fondations de famille.....	754
(i) Les caractéristiques.....	754
(ii) Les formes interdites.....	755
(2) Particularités des fondations ecclésiastiques.....	757
(3) Obligation d'inscription au registre du commerce.....	758
(4) Pas de contrôle de l'autorité de surveillance.....	760
(5) Pas d'organe de révision.....	762
(6) Doute relatif à la qualification de fondation de famille ou ecclésiastique.....	762
b) Les fondations de prévoyance.....	763
(1) Généralités.....	763
(2) Champ d'application de l'art. 89a CC.....	764
(3) Droit aux renseignements.....	765
(4) Participation à l'administration.....	766

(5) Droit d'élection .....	767
(6) Droit d'action en justice .....	768
(7) Renvoi à la LPP.....	768
c) Les fondations d'entreprise .....	769

*VII. La dissolution de la fondation..... 770*

a) Généralités.....	770
b) Motifs de dissolution.....	771
(1) Dissolution de par la volonté du fondateur .....	771
(2) Dissolution sur décision de l'autorité.....	772
(i) Généralités.....	772
(ii) Inaccessibilité du but.....	772
(iii) But devenu illicite ou contraire aux mœurs .....	773
(iv) Procédure.....	774
(3) Dissolution par fusion ou transfert de patrimoine.....	775
(i) Généralités.....	775
(ii) Dissolution par fusion .....	775
(iii) Dissolution par transfert de patrimoine.....	777
c) Liquidation et dévolution de la fortune de la fondation.....	778

*VIII. Une révision du droit de la fondation ?..... 780*

**REGISTRE ALPHABETIQUE DES MATIERES..... 785**

**INDEX DES ARTICLES CITES..... 815**

**BIBLIOGRAPHIE ..... 869**